

Hollande sonne la retraite Pas nous !

270 députés ont sonné la retraite. Pour l'achever plus tard. 63 ans ? Telle est à ce jour l'espérance de vie sans invalidité, selon l'Institut national des études démographiques. 63 ans additionnées aux 24 ans, la moyenne d'âge d'entrée des jeunes dans le précaire, et voilà notre jeunesse privée d'horizon social et solidaire. A notre vieillesse les 270 ont retiré une part de leur pension par le renvoi de sa revalorisation aux calendes. A peine si un petit robinet de « pénibilité » a été ouvert. Pour donner le change.

Les 270 « Hollandais » viennent de clore le premier cycle d'un désastre social ouvert depuis la dernière présidentielle. Ils ont adopté une loi « compétitivité-flexibilité » (sic) en juin. Elle fauche les emplois en toute impunité patronale : Gad, Air France, Natixis, Alcatel Lucent, Nice Matin, Ouest France, Sud Ouest, ce ne sont que les exemples du jour. Les licenciements patronaux sont débarrassés du Code du travail. Et renommés « départ volontaire ». Quel cynisme. Cette loi autorise le chantage aux baisses des salaires et au travail gratuit, sous peine de licenciement. A la fin il y a les deux. Toujours.

Les 270, au nom du Peuple souverain ? Des sondages truqués, mais une consultation ? Ils n'y pensent même pas. Quand le peuple dit non au traité du libéralisme européen, en 2005, c'est quand même oui. Quand il chasse Sarkozy par les urnes, Hollande le remplace chou pour chou. L'avis du peuple ? A sa place, des armées d'experts, économiques du Medef et spécialistes en tout. Leur seule vérité, servir le libéralisme. L'expliquer au peuple, ignare, imbécile, attardé, voilà leur besogne, bien payée. Les chiens de garde des médias font le reste.

La confusion est à son comble, parce que la gauche de gouvernement poursuit la politique de la droite libérale. A défaut de peuple, il se trouve un syndicat de complaisance pour confectionner à l'ombre du pouvoir tous les accords préalables aux lois antisociales. La CFDT a adopté un programme commun avec le Medef par deux fois depuis 2011. L'accord de fond (sic) porte sur le traitement de la crise : le Travail doit se prosterner devant le Capital ! Elle ira jusqu'au bout de cette collaboration. Au bout de la Sécurité sociale et des congés payés, s'il le faut. Les reniements sont toujours intégristes.

Alors ? Ceux qui pensent le temps venu d'un syndicalisme furtif, disparaissant des radars pour se contenter d'une petite gorgée de bière, ceux-là commettent un contresens qui peut être fatal. L'extrême droite, qui comptera toujours la CGT parmi ses plus fidèles ennemis, entretient et moissonne la confusion et monte cette diversion : « *Vous souffrez du chômage ? Jeanne d'Arc ! Les fins de mois commencent le 15 ? Dehors les immigrés ! Problème de logement ? La faute à la mondialisation enjuivée.* » Par un retournement dialectique hollandais, voilà la majorité posant au seul rempart contre le fascisme. Balivernes : Valls chasse le Rom, expulse l'immigré (même des fillettes), et s'enflamme au mauvais alcool de « l'identité nationale ». L'embrouille est hollandaise.

Le chaînon manquant ? Le mouvement social et l'affirmation de ses exigences ! Faut-il se rendre au dogme de la baisse du coût du travail et entrer dans un cycle sans fin de régression sociale ? Ou considérer que le besoin d'un travail décent et bien rémunéré et d'une protection sociale collective et solidaire doivent l'emporter sur les priorités de la finance, des spéculateurs et des états-majors industriels mondialisés ? **Rien n'est encore joué.** Et l'ascension médiatisée de l'extrême droite n'est qu'une brise de mer si le peuple ferme la télé, descend dans la rue et l'occupe jusqu'à satisfaction des revendications. Les dernières lois sont liberticides en matière de droit social : en desserrer l'étau est du domaine de la revendication. La négociation nationale n'existe plus, la caricature des consultations de couloir la remplace ? Alors cette exigence d'une négociation nationale sur l'emploi, le salaire, la protection sociale intègre à son tour la plate-forme revendicative.

La CGT récuse toute attente passive et mortifère des dégâts de l'austérité. Elle préconise l'action collective et la solidarité, celles et ceux d'Alcatel Lucent, Gad ou Peugeot l'attendent comme ils attendent des actes concrets de solidarité. La CGT tire le signal d'alarme : rien d'irréparable n'a été acté, mais le temps passe. Faute de détermination, c'est le petit fascisme français ordinaire qui va se croire arrivé, pendant que le gouvernement va jouer à la ligne Maginot. Une étrange défaite se prépare, si nous ne nous mêlons pas de nos affaires. Le temps est venu.